

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 9 septembre 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

1 120 NGN/L
(0,67 USD/L)

C'est le prix de l'essence à l'importation d'après
l'Association des négociants en énergies du Nigeria
(MENAN) – contre 720 NGN/L en octobre.

Nigéria :

Les « *diaspora bonds* » nigériens ont connu une souscription de 180 % ; Le ministre fédéral des Finances dément le projet d'augmentation du taux de TVA à 10 % ; Le Nigéria et la Banque mondiale s'associent pour développer l'enregistrement foncier, 300 Md USD de capital n'étant pas recensé.

Ghana :

La flambée des prix du maïs au Ghana menace la sécurité alimentaire du pays ; L'exploitation illégale d'or à l'origine d'une crise de l'eau au Ghana.

Les « *diaspora bonds* » nigériens ont connu une sursouscription de 180 %

Initialement évoquée à l'issue du sommet annuel FMI-Banque mondiale par le ministre des Finances Wale Edun, la première émission de « *diaspora bonds* » a connu une sursouscription de 180 %. Cette première tranche de 500 M USD s'inscrit dans un programme total d'émissions, sur le marché local, de 2 Md USD d'obligations en devises.

Le ministre des Finances recherchait l'engagement de la diaspora, les Nigériens ayant reçu 19,5 Md USD de la part de ses travailleurs expatriés en 2023 – première destination d'Afrique subsaharienne de ce type de flux (35 %) même si, [selon Taiwo Oyedele, président du Comité présidentiel sur la politique budgétaire et les réformes fiscales, seulement 10 % de ces flux emprunteraient des canaux officiels](#). L'objectif est également d'offrir un produit d'épargne libellé en devises qui coïncide avec les préférences des Nigériens, ceux-ci disposant un total de 30 Md USD d'épargne en devises sur leurs comptes locaux.

Les *diaspora bonds*, émis en USD, ont une maturité de cinq ans et sont assortis d'un coupon de 9,75 %. Si certains craignent un risque d'exécution, la première émission a été un succès : [900 M USD ont été souscrits lors de la première émission, pourtant prévue à 500 M USD](#), la structure de l'obligation permettant au gouvernement d'absorber les sursouscriptions jusqu'à la limite totale du programme (2 Md USD). Cette diversification des sources de financement public via des détenteurs locaux rassurent les investisseurs internationaux, qui n'ont que récemment réouvert leurs portes aux souverains africains.

Le ministre fédéral des Finances dément le projet d'augmentation du taux de TVA à 10 %

Le Ministre des Finances Wale Edun a réfuté les propositions de Taiwo Oyedele, président du Comité présidentiel sur la politique budgétaire et les réformes fiscales, suggérant une augmentation du taux de la TVA de 7,5 % à 10 %. [M. Edun a ainsi tenté de rassurer les Nigériens sur le fait que les politiques fiscales seront conçues « pour promouvoir une croissance économique durable et réduire la pauvreté, et non pour les entraver »](#), citant la récente suspension des droits d'importation et des taxes sur le riz, le blé, les haricots et d'autres produits alimentaires.

[Le comité dirigé par M. Oyedele avait proposé, en contrepartie de l'augmentation du taux, de supprimer les taxes sur la nourriture, les transports publics, les loyers et d'autres produits de première nécessité.](#)

[Les recettes de la TVA du Nigeria ont plus que doublé \(+102 %\) au cours des sept premiers mois de 2024 par rapport à la même période l'année précédente](#), grimpant à 3 620 Md NGN (2,2 Md USD) – en partie du fait de l'inflation élevée.

Le Nigéria et la Banque mondiale s'associent pour développer l'enregistrement foncier, 300 Md USD de capital n'étant pas recensé

[Le Nigéria a conclu un partenariat avec la Banque mondiale pour développer l'enregistrement foncier, un enjeu majeur puisque 90 % des terres du pays ne sont pas enregistrées, représentant un capital inexploité de 300 Md USD](#). L'initiative vise à recenser toutes les terres et augmenter la proportion de terres dont le propriétaire est connu de 10 % actuellement à 50 % d'ici cinq ans, à accroître la formalisation des transactions foncières, de 10 % aujourd'hui à 50 % dans 10 ans, et à développer un système national d'information foncière numérique.

Ghana

La flambée des prix du maïs au Ghana menace la sécurité alimentaire du pays

[L'industrie de la mouture au Ghana rencontre des difficultés majeures en raison de pénuries sévères et de la hausse des prix des matières premières, particulièrement du maïs](#). Les capacités de production de farine ont ainsi été réduite de 30 %.

La récente sécheresse a fortement affecté la production agricole de certaines régions, entraînant une pénurie de matières premières et augmentant leurs prix. **Le prix du maïs**, sur lequel l'industrie de la mouture repose à 50 % environ, **a cru de 80 % en 8 mois** – de 200 GHS (13 USD) à 360 GHS (23 USD) par sac de 50 kg. [Le ministre de l'Agriculture estime que 3,5 Md GHS \(224 M USD\) d'investissement ont été détruit, qui aurait dû générer 10,4 Md GHS \(666 M USD\) revenus d'ici la fin de l'année agricole, soit 5 % du PIB agricole au Ghana](#). Aggravant l'insécurité alimentaire du pays, l'ensemble de la chaîne de valeur subit des répercussions, y compris la mouture d'aliments pour animaux.

Pour contrer cette pénurie, le gouvernement a interdit fin août 2024 l'exportation de céréales et prévoit d'utiliser la réserve de céréales de la CEDEAO. Il s'associera avec le secteur privé afin d'importer 300 000 tonnes de maïs et 150 000 tonnes de riz pour soutenir les agriculteurs touchés.

L'exploitation illégale d'or à l'origine d'une crise de l'eau au Ghana

Les inquiétudes augmentent au Ghana concernant l'exploitation minière illégale, appelée « *galamsey* », après l'alerte de la Ghana Water Company Ltd (GWCL) sur son incapacité à approvisionner en eau les résidents de Cape Coast en raison de la pollution de la rivière Pra. La GWCL révèle que l'usine ne peut produire que 7 500 m³ d'eau par jour, soit un quart de sa capacité installée, en raison de la forte pollution de l'eau brute et d'une obstruction de 60 % de sa capacité de captage.

Une campagne a été lancée, à travers notamment des appels à la grève, pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il mette fin aux exploitations minières illégales. Nonobstant les conséquences environnementales et sanitaires majeures, le manque à gagner pour le secteur aurifère serait considérable, les quantités d'or exporté étant significative selon le régulateur de la fiscalité au Ghana.

Le ministre des Terres et des Ressources Naturelles, M. Jinapor, a néanmoins assuré préparer des mesures pour freiner ces *galamsey* et protéger les ressources en eau du pays.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr